



Government Offices of Sweden



MINISTRY
of FOREIGN AFFAIRS



Cohorte du Sommet pour la Démocratie sur l'Égalité des Genres en tant que Prérequis pour la Démocratie

Déclaration des Recommandations

APERÇU INTRODUCTIF

L'égalité des sexes est essentielle pour des démocraties prospères. Tout effort visant à construire des démocraties solides et des institutions inclusives sera imparfait s'il exclut ou marginalise la moitié de la population mondiale. Les pays où les femmes prospèrent tendent à être des démocraties plus saines.¹ Par conséquent, autonomiser les femmes et sauvegarder la démocratie vont de pair ; l'égalité des sexes est une condition préalable à une démocratie inclusive.

Dans le monde entier, l'égalité des sexes et les droits des femmes à participer à la vie publique sont sapés par les mêmes forces qui s'opposent à la démocratie. Par exemple, la désinformation sexiste et les abus en ligne contre les femmes en politique sont de plus en plus utilisés pour éroder les progrès en matière d'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes et de démocratie. Des efforts sont déployés pour parvenir à une démocratie plus inclusive et équitable, mais il est nécessaire de les renforcer et de les accélérer.

Selon le taux de changement actuel, il est estimé qu'il faudrait environ 286 ans pour combler les écarts en matière de protection juridique et éliminer les lois discriminatoires, 140 ans pour parvenir à une représentation équitable des femmes dans les postes de pouvoir et de leadership dans le domaine du travail, et au moins 40 ans pour parvenir à une représentation égalitaire dans les parlements nationaux.² L'Objectif de développement durable (ODD) 5.5 vise à « assurer la participation pleine et effective des femmes et l'égalité des chances en matière de leadership à tous les niveaux de prise de décision dans la vie politique, économique et publique »³

Les recommandations de la cohorte sur le genre du Sommet pour la démocratie, coprésidée par la Suède, la Roumanie, l'Institut Georgetown pour les femmes, la paix et la sécurité (GIWPS) et International IDEA, offrent des suggestions pour renforcer la démocratie par la promotion de l'égalité des sexes.

¹ Exploring the Links between Women's Status and Democracy. Georgetown Institute for Women, Peace and Security, 2023.

² Progress on the Sustainable Development Goals: the gender snapshot 2022. UN Women and UN Statistics Division.

³ Women's Political Participation, Africa Barometer, International Institute for Democracy and Electoral Assistance, 2021

Les recommandations et actions proposées présentées dans cette déclaration ont été identifiées lors de consultations avec la cohorte, composée de plus de 100 représentants des gouvernements et de la société civile de toutes les régions du monde. Les gouvernements et la société civile sont encouragés à considérer ces recommandations comme des outils pour renforcer la démocratie en promouvant l'égalité des genres.

Les recommandations se concentrent sur trois piliers : l'inclusion, les cadres législatifs et politiques, et la prévention des conflits, la paix et la sécurité. Chaque pilier thématique est essentiel pour atteindre l'égalité des genres dans les processus démocratiques. L'égalité des genres et l'autonomisation politique des femmes sont directement et indirectement affectées par une combinaison de normes et de pratiques sociales complexes, de lois et de politiques. Les normes et pratiques socioculturelles définissent l'*inclusion* et approfondissent les défis auxquels les femmes sont confrontées lorsqu'elles exercent leur droit démocratique de participer et d'être représentées dans la vie publique et le leadership. *Les cadres législatifs et politiques* façonnent les opportunités et les compétences pour participer et être représentées dans les processus et institutions démocratiques. *Les processus de prévention des conflits, de paix et de sécurité* déterminent la manière dont un pays ou une région aborde les conflits qui ont un impact disproportionné sur les femmes et les filles. La participation et la représentation des femmes dans tous les aspects de la prévention des conflits, de la paix et de la sécurité sont essentielles pour améliorer la sécurité et la protection des femmes, et renforcer les processus et institutions démocratiques.

INCLUSION

Identifier et aborder les normes et pratiques de genre nuisibles et discriminatoires dans les systèmes et processus politiques, juridiques et éducatifs.

- **Action proposée** : Développer des campagnes de sensibilisation adaptées pour les femmes/filles et les hommes/garçons avec des messages visant à démanteler les stéréotypes préjudiciables et à promouvoir l'égalité des genres et la prise de décision partagée tant dans le domaine privé que public.
- **Action proposée** : Envisager l'adoption de programmes éducatifs pour les éducateurs et les étudiants qui autonomisent les femmes et les filles et promeuvent l'égalité des genres.

Éliminer la violence à l'égard des femmes en politique (VPM) et aborder la prolifération de la violence de genre facilitée par la technologie (VGT) et les abus.

- **Action proposée** : Adopter des normes légales de tolérance zéro pour toutes les formes de violence de genre, y compris la violence en ligne et au sein des partis politiques.
- **Action proposée** : Aborder la violence de genre facilitée par la technologie (VGT) et les abus en collaboration avec les entreprises de médias sociaux. Renforcer la coordination entre les plateformes en ligne et les organismes d'application de la loi pour identifier et répondre aux menaces et tenir les auteurs responsables.
- **Action proposée** : Développer des stratégies et des outils pour atténuer les risques et les menaces envers les femmes en politique, les défenseurs des droits de l'homme et les leaders de la société civile. Cela inclut des mesures visant à prévenir, suivre, signaler et répondre aux menaces et aux risques auxquels les femmes sont confrontées dans les espaces civiques, en ligne et hors ligne.

Impliquer les hommes et les garçons dans la transformation des pratiques, des attitudes et des comportements discriminatoires qui entravent l'égalité des genres et l'autonomisation politique des femmes.

- **Action proposée** : Renforcer la capacité des hommes et des garçons à devenir des alliés et des défenseurs stratégiques de l'égalité des genres, en remettant en question les pratiques, attitudes et comportements discriminatoires dans les sociétés, les organisations et les partis politiques.
- **Action proposée** : Établir des partenariats avec les leaders communautaires traditionnels pour aborder les normes socio-culturelles, les stéréotypes et les pratiques sociales préjudiciables qui entravent l'égalité des genres et la participation, la représentation et le leadership des femmes.
- **Action proposée** : Développer des réseaux nationaux/régionaux de leaders politiques masculins en tant que défenseurs de l'égalité des genres, de l'autonomisation politique des femmes et du leadership dans la vie publique.

Favoriser des conditions propices à l'autonomisation politique, au leadership et à la représentation des femmes dans le processus de prise de décision.

- **Action proposée** : Soutenir les réseaux stratégiques et l'accès aux ressources en allouant des fonds aux programmes d'autonomisation politique et de leadership des femmes ; réunir des réseaux de femmes pour le soutien mutuel et la collaboration entre les partis politiques afin de promouvoir les opportunités d'échange de connaissances, de collaboration et de mentorat.
- **Action proposée** : Investir dans l'autonomisation économique des femmes ; promouvoir une répartition plus équitable du travail de soins entre hommes et femmes ; encourager les acteurs des médias à reconnaître et à aborder les stéréotypes de genre dans la couverture des femmes en politique et promouvoir une culture d'égalité et d'équité.
- **Action proposée** : Encourager les partis politiques à adopter des politiques et des pratiques inclusives et transparentes pour soutenir activement l'égalité des genres et l'autonomisation politique des femmes. Cela inclut l'adoption d'engagements en matière d'égalité des genres au sein des cadres politiques des partis et que les partis politiques adoptent des listes de candidats alternant entre hommes et femmes pour permettre aux femmes de concourir à égalité de conditions.

CADRE LÉGISLATIF ET POLITIQUE

Mettre en œuvre des politiques et des réformes légales pour atteindre l'égalité des genres dans la vie politique et publique.

- **Action proposée** : Identifier les lacunes dans les cadres législatifs afin d'éliminer les lois et politiques discriminatoires, y compris résoudre les conflits entre lois formelles et coutumes et pratiques traditionnelles.
- **Action proposée** : Intégrer l'égalité des genres dans les agendas démocratiques plus larges et exploiter les cadres internationaux existants en matière de genre, tels que la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la Convention d'Istanbul et l'Agenda des femmes, de la paix et de la sécurité (FPS) pour renforcer l'égalité des genres dans les efforts de construction démocratique.

Incorporer une planification et une budgétisation sensibles au genre dans les politiques et l'allocation des ressources.

- **Action proposée** : Créer des systèmes nationaux pour collecter et analyser des données ventilées par genre afin d'informer les décisions politiques des gouvernements nationaux et locaux.
- **Action proposée** : Adopter une budgétisation axée sur le genre pour garantir une répartition équitable des ressources et promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles.

PRÉVENTION DES CONFLITS, PAIX ET SÉCURITÉ**Tirer parti de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et de l'Agenda des femmes, de la paix et de la sécurité (FPS) pour renforcer les processus et institutions démocratiques.**

- **Action proposée** : Assurer la participation et la contribution des femmes à tous les aspects des processus de paix et de sécurité. Prioriser l'inclusion significative des femmes en tant que stratégie clé pour prévenir et traiter les conflits, construire la paix et la sécurité, et renforcer la résilience démocratique.
- **Action proposée** : Améliorer la coordination et l'allocation des ressources entre les efforts de l'Agenda des femmes, de la paix et de la sécurité et les efforts de construction démocratique. Cela inclut l'adoption de Plans nationaux d'action (PNA) pour le FPS en tant que mécanisme visant à promouvoir le rôle des femmes dans la construction de la paix, la gouvernance et les efforts de sécurité.
- **Action proposée** : Intégrer l'Agenda du FPS dans les processus de reconstruction post-conflit et de transition politique afin d'établir et de renforcer les processus et institutions démocratiques ainsi que les structures de bonne gouvernance.

Travailler en collaboration pour développer des stratégies et des outils qui atténuent les risques pour les femmes politiques, les défenseurs des droits humains et les leaders de la société civile.

- **Action proposée** : Collaborer avec les gouvernements démocratiques, la société civile, les forces de l'ordre et les femmes en politique pour élaborer des stratégies qui identifient et répondent aux risques auxquels sont confrontées les femmes ; des outils pour suivre et signaler les menaces et les incidents violents ; et des plans d'intervention rapide.
- **Action proposée** : Redéfinir la sécurité dans un sens plus large pour englober les besoins quotidiens de sécurité des femmes et leur fournir une formation en sécurité pour atténuer les menaces et accéder à des ressources qui renforcent leur sécurité.

NOTE FINALE

Annexe 1

LISTE DES MEMBRES

Cohorte du Sommet pour la Démocratie sur l'Égalité des Genres en tant que Prérequis pour la Démocratie

Suède
 Roumanie
 Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Électorale
 Institut Georgetown pour les Femmes, la Paix et la Sécurité
 Australie
 Chili
 Finlande
 Allemagne
 Liberia
 Islande
 République du Kosovo
 République de Corée
 Kenya
 Panama
 Paraguay
 Pérou
 Demo Finlande
 Institut National Démocratique
 Amnistie-Suède
 Réseau des Femmes Parlementaires Arabes pour l'Égalité
 Organisation de Coopération et de Développement Économiques - Direction de
 la Gouvernance Publique
 Réseau Parlementaire des Femmes de Myanmar
 Carnegie Endowment for International Peace
 Secrétariat de COMESA
 Fondation Multitudes-Chili
 Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux
 Fondation Garden of Hope-Taiwan
 Centre Carter
 Fondation Westminster pour la Démocratie
 Agence des États-Unis pour le Développement International, Centre pour la
 Démocratie, les Droits de l'Homme et la Gouvernance (DRG)
 ONU Femmes
 Institut Républicain International
 Union Interparlementaire
 Organisation des États Ibero-américains pour l'Éducation, la Science et la
 Culture (OEI)
 Commission Interaméricaine des Femmes (CIM OEA)
 Center for American Women and Politics (CAWP) - Rutgers University

Human Rights Watch
Her Voice Liberia
AVAAZ-Pays-Bas
ACT Svenska Kyrkan
Chr. Michelsen Institute (CMI)
Folke Bernadotte Academy-Suède
Centre de Genre pour le Développement et l'Autonomisation (GenCED)-Ghana
Kvinna till Kvinna-Suède
Plateforme Genre OSC-Gambie
Plateforme Féministe Libérale-Paraguay
RFSU-Suède
Association for the Implementation of the United Nations Convention against
Corruption
FEMNET
Concordia-Suède
BCW-Global
Hologic, Inc.
Global Network of Women Professionals
Svenska Freds-Suède
Union to union-Suède
Women and Law in Southern Africa - Eswatini
NGO Secretariat of Women-Liberia
Amazonas
Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement
(AECID)-Espagne
IKEA-Suède
Vodafone
Professeure Anne Marie Goetz, Centre for Global Affairs, School of Professional
Studies, New York University